

# socialistes.ch

JOURNAL DES MEMBRES ET SYMPHATISANTS DU PS SUISSE  
BERNE. AVRIL 2003 NO. 1



Journal du  
49 Février

# SOCIALISTES

Journal du PS Suisse  
100 · Octobre 2020  
AZB 3001 Berne



# SOCIALISTES

Journal du PS Suisse  
93 · Janvier 2019  
AZB 3001 Berne



# socialistes.ch

Suisse  
AZB 3001 Berne

# SOCIALISTES

Journal du PS Suisse  
89 · Février 2018  
AZB 3001 Berne



# Et de 100 !

Vous tenez entre vos mains le 100<sup>e</sup> numéro de SOCIALISTES. Lancé en avril 2003, peu avant l'initiative « santé », demandant des primes fixées en fonction du revenu, ce qui était alors « SOCIALISTES.CH » vous accompagne régulièrement depuis. L'occasion d'un retour historique sur les origines de notre journal. Pages 10 à 13

## UN NOUVEAU DÉPART

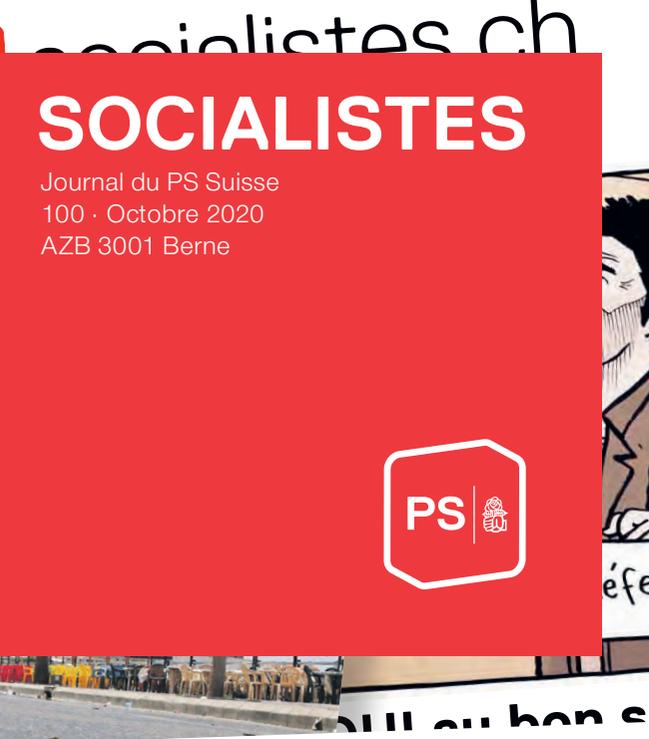
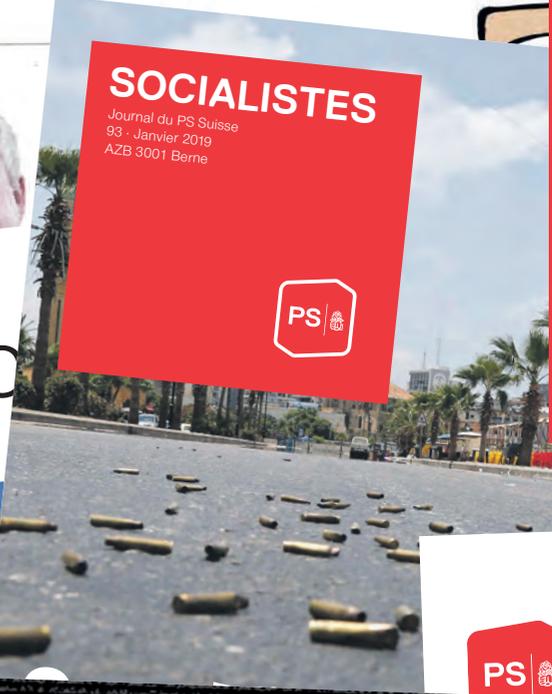
Lors du Congrès de Bâle, Mattea Meyer et Cédric Wermuth ont été brillamment élus à la Co-présidence du PS Suisse. Christian Levrat a ainsi tiré sa révérence après 12 ans à la tête du paquebot socialiste helvétique. Découvrez ce nouveau duo prometteur. Pages 4 et 5

## VOTATIONS

Le 29 novembre, deux initiatives seront soumises au verdict populaire. La première « multinationales responsables » vise à renforcer la protection des droits humains et du climat et la seconde entend contre « le financement du matériel de guerre ». Page 8

## Précipitez ici la sortie !

Les perspectives d'un abandon progressif du nucléaire n'auront été réalisées sans la pression constante du lobby atomique, il aura malheureusement fallu une catastrophe





## L'IMAGE DU MOIS

### UNE JOURNÉE POUR SE RENFORCER DANS LES COMMUNES

En septembre, les élu-e-s communaux du PS avaient rendez-vous à Belp (BE) pour la journée communale. A cette occasion, des thèmes aussi divers que la politique du logement, la places des femmes dans les exécutifs communaux, la politique fiscale ou encore la politique énergétique et climatique ont été abordés.

A travers ces échanges, le PS a souhaité renforcer la formation, la collaboration et le réseau des élu-e-s dans les communes. Car les 2200 communes suisses forment l'épine dorsale de notre pays et car, contrairement à ce qui est parfois affirmé, le PS n'est pas que le « parti des grandes villes », mais bien celui de tous les territoires. A l'issue de cette journée, il ne fait aucun doute que les élu-e-s socialistes continueront à défendre nos idées de la meilleure manière dans les communes !

#### SUCCÈS SOCIALISTES

## Des biens de première nécessité en libre accès

**Grâce à une motion du Parti socialiste, la ville de Delémont mettra bientôt à disposition gratuitement des serviettes hygiéniques dans les écoles, ainsi que différents lieux publics.**

Depuis plusieurs mois, la question de la mise à disposition gratuite de produits d'hygiène menstruelle occupe le devant de la scène dans plusieurs communes et cantons. À Delémont, Gaëlle Frossard, élue socialiste au Conseil de Ville (législatif), a fait adopter par 20 voix contre 14 une motion allant dans ce sens !

Les élu-e-s ont cependant renoncé à proposer la mise à distribution de tampons, car ceux-ci semblent causer des problèmes de santé chez de nombreuses jeunes femmes. Selon une étude, 80 % des femmes disent avoir été en pénurie de protection à l'école, dont plus de la moitié à plusieurs reprises. Sans parler du prix exorbitant des protections hygiéniques, qui empêchent de nombreuses femmes, jeunes ou non, de s'en procurer. Il est grand temps de s'assurer que toutes les femmes aient accès à la protection dont elles ont besoin, sans privilèges.

# Sentiment de solitude au sein de l'exécutif ? Ensemble, nous sommes fort-e-s !



Rebekka Wyler, co-secrétaire générale

Malgré la pandémie de coronavirus, 80 camarades se sont réunis le 12 septembre à Belp lors de la première journée de politique communale du PS Suisse. Comme co-secrétaire générale du PS Suisse, mais surtout comme conseillère communale à Erstfeld, Uri (3800 habitant-e-s), j'aimerais renforcer l'échelon local au sein de notre parti. En Suisse alémanique, la grande majorité des communes sont des « communes d'assemblée », avec un exécutif comprenant de 5 ou 7 membres et une assemblée primaire qui décide du destin de leur localité. Si le PS est représenté dans ces exécutifs, il ne l'est généralement qu'avec une seule personne. Nos membres élu-e-s se retrouvent donc

souvent seul-e-s face à des majorités bourgeoises. Et même si l'ambiance au sein du conseil est parfois bonne, l'échange avec des personnes partageant les mêmes idées est meilleur ! Depuis l'automne 2019, le PS dispose donc d'un « Réseau de politique communale » – quiconque intéressé-e à y participer peut s'annoncer. Le réseau a d'ailleurs organisé sa journée de manière bilingue, avec une traduction simultanée.

Stefan Neuenschwander, camarade socialiste et vice-président de la commune de Belp, nous a accueilli-e-s, suite à quoi Jacqueline Badran et Julien Délèze ont fait une présentation d'ouverture sur les bases et les défis de la politique du logement et de l'aménagement du territoire. Sous le titre « Conserver les terres, façonner les communes », notre conseillère nationale nous a rappelé que les terres appartenant aux communes ne doivent en aucun cas être vendues, mais doivent être utilisées par cette dernière ou transférées en vertu du droit de la construction. Car ce n'est qu'ainsi qu'une commune peut conserver son champ d'action.

Après ces introductions, tous les participant-e-s ont pu prendre part à différents ateliers. Des sujets aussi variés que « les femmes dans les organes exécutifs municipaux » ou « forger des compromis et des solutions » étaient à l'ordre du jour, tout comme la politique énergétique ou financière, ou encore les fusions de communes. La journée s'est terminée par une table ronde avec des camarades élu-e-s de différents cantons. Un apéritif conclut l'événement, lors duquel les discussions se sont poursuivies, toujours dans le respect des distances de sécurité. Les retours sur cet événement étaient très positifs. Il sera réitéré l'année prochaine, et d'autres offres sont en cours d'élaboration pour nos élu-e-s communaux. Vous entendrez parler de nous ! Et si vous avez besoin de soutien, écrivez-nous.



Julien Délèze, député socialiste valaisan, a notamment abordé les questions d'aménagement du territoire.



## Le changement fait peur, mais c'est aussi une opportunité ...

Les études sur le sujet sont nombreuses et variées, mais très claires : la résistance au changement est un phénomène bien réel. Il peut s'agir de changer d'emploi, d'un changement de nos vies privées, d'une nouvelle organisation au travail ou simplement d'une construction en face de chez soi.

Quel que soit le changement annoncé, le premier réflexe est souvent celui de la réticence, de l'inquiétude, voire de la méfiance vis-à-vis de ce que l'on ne connaît pas encore.

Dans notre parti, il n'y a guère de raisons que les camarades que nous sommes ne fonctionnions différemment dans le cadre du changement de Présidence. Cette résistance « normale », voire « classique » vient du fait que nous sommes « habitués » à Christian Levrat. Il représente le PS Suisse depuis 12 ans et une partie de nos militant-e-s n'a connu que son visage à la tête des valeurs socialistes en Suisse.

Ces craintes face au changement sont renforcées avec un changement de visage(s), mais également de langue et donc, partiellement, de culture. Ces inquiétudes francophones ont été transmises, discutées, mais surtout entendues ! La nouvelle Présidence a ainsi été élargie, afin de permettre à un second Romand de siéger à la Vice-présidence. Ainsi, aux côtés d'Ada Marra, vice-présidente sortante, et de Roger Nordmann, président du Groupe socialiste, Samuel Bendahan rejoint également la Vice-présidence du PS Suisse.

Dès lors, ce premier geste symbolique (mais pas que) devrait rassurer les Romand-e-s que nous sommes : nous ne serons pas oubliés par la nouvelle Co-présidence, nous sommes et serons écoutés et entendus.

Alors camarades, l'heure est au rassemblement autour des valeurs qui sont les nôtres : la solidarité, l'égalité et la justice sociale et autour de la nouvelle Co-présidence du PS Suisse ! Merci d'avance à Mattea et Cédric pour leur engagement.

Gaël Bourgeois, co-rédacteur en chef

### IMPRESSUM

Éditeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch  
Rédaction Gaël Bourgeois, Clément Borgeaud et Colin Vollmer  
Production Atelier Bläuer, Berne



MATTEA MEYER ET CÉDRIC WERMUTH

## « Nous pouvons construire un nouveau souffle pour la gauche »

**LES DEUX NOUVEAUX CO-PRÉSIDENT-E-S DU PS SUISSE MATTEA MEYER ET CÉDRIC WERMUTH REVIENNENT POUR SOCIALISTES SUR LEUR PROGRAMME À LA TÊTE DU PARTI ET LEUR RELATION AVEC LA SUISSE ROMANDE.**

**Le Covid-19 a fondamentalement changé la réalité politique et économique – quelles sont les principales conséquences, quelles sont les mesures les plus importantes ?**

Premièrement, la crise du coronavirus agit comme un révélateur des inégalités et des vulnérabilités de notre société. Des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées dans une détresse existentielle. Dans le même temps, il est devenu évident que nous pouvons bouleverser le monde si nous le voulons. Presque tous les travaux ont été mis en attente, à l'exception des travaux vitaux dans le domaine des soins, de la garde d'enfants, du nettoyage, de la vente ou du transport. La faible reconnaissance et rémunération de ce travail, qui est principalement effectué par des femmes, est sans commune mesure avec l'importance systémique qui est apparue pendant la crise.

Pour nous, les priorités suivantes sont au premier plan :

■ Tout d'abord, nous nous battons pour un moyen de subsistance économique qui couvre toutes les pertes de revenus et ne laisse personne se débrouiller seul.

■ Mais la crise a également renforcé nos convictions : la solidarité dans la vie quotidienne et des services publics forts nous ont permis de traverser ces moments difficiles. Il est donc nécessaire de développer le service public à but non lucratif.

■ Troisièmement, nous continuons à nous engager en faveur d'une société dans laquelle nous sommes solidaires et nous prenons soin les uns des autres. Cela va au-delà des frontières nationales. Pour la Suisse, tirer les leçons de la crise liée au coronavirus signifie approfondir ses relations avec l'Europe et le monde et renforcer la solidarité internationale.

**Quelles sont vos idées sur le travail au sein du parti ?**

Nous sommes depuis longtemps au cœur d'une vague de protestations mondiales en faveur de la protection du climat, de l'égalité et des droits des femmes, de la démocratie et des droits humains. Toutes ces protestations sont unies par une même conviction : le monde tel qu'il est aujourd'hui ne peut et ne doit pas continuer.

Et c'est là que le PS entre en jeu. C'est un PS qui se nourrit de la colère contre l'injustice et qui articule toutes les formes d'oppression et d'exploitation. Mais il est animé par l'espoir qu'ensemble, nous pouvons changer la situation. Nous voulons que le PS redevienne LA force motrice, comme il l'était au XXe siècle. Avec l'introduction de l'AVS, la libération des femmes, la lutte contre l'énergie nucléaire et bien plus encore. Nous sommes fière et fier d'être membres d'un parti qui a une telle histoire. Nous pouvons construire un nouveau souffle pour la gauche sur cette base. Et pour cela, il faut un PS fort.

1. Nous voulons faire avancer la construction du parti dans les prochaines années. Plus de membres, plus de sections dans toute la Suisse. La force du PS, c'est vous, les membres!
2. Le PS devrait devenir le lieu politique le plus passionnant de Suisse. C'est là que les questions centrales de l'avenir doivent être négociées. Cela nécessite une plus grande ouverture aux mouvements sociaux et des possibilités de participation à faible seuil.
3. Nous voulons faire du PS l'organisation de campagne la plus forte de Suisse, en particulier dans les nouveaux médias. C'est notre force. Toutes celles et tous ceux qui le souhaitent devraient pouvoir s'engager avec nous de manière simple et liée à un projet.
4. Les sections et les partis cantonaux font un travail important. Nous voulons améliorer la coopération avec le PS Suisse et étendre le soutien au travail sur le terrain.

### Un regard vers l'avenir – où voyez-vous les plus grands défis ?

La crise du coronavirus nous a fait prendre conscience une fois de plus de la vulnérabilité de notre monde. Nous devons prendre soin de lui. C'est pourquoi nous devons également nous attaquer avec le sérieux qui s'impose à la plus grande crise mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle : la crise climatique. Nous ne pouvons préserver notre monde et donc une vie digne pour toutes les générations futures que si nous sommes solidaires et que nous cessons enfin d'abuser des ressources disponibles. Nous voulons faire du PS le parti de la justice climatique et promouvoir la transformation socio-écologique de notre système économique, dont le besoin est urgent. Il s'agit notamment d'assumer une responsabilité internationale et de remettre la place financière suisse à sa place. Nous voulons nous attaquer sérieusement à l'élimination complète des combustibles fossiles et à leur financement.

### Cette première Co-présidence est aussi 100 % alémanique, comment allez-vous prendre en compte et intégrer les particularités romandes dans le Parti ?

Nous avons du mal avec le terme « 100 % alémanique » – sans parler du fait que la mère de Cédric Wermuth est originaire de Lausanne et qu'il a grandi bilingue. La tâche centrale consistant à intégrer les différentes attentes, les conditions locales ou même les différences culturelles est un défi pour chaque Présidence – pour nous comme pour la Présidence du parti et du Groupe parlementaire, qui étaient jusqu'à présent « 100 % romandes ». Les différences entre un petit village de Thurgovie et la ville de Zurich sont beaucoup plus importantes que les diffé-

rences entre Zurich et la ville de Lausanne. Et nous en sommes convaincus : la politique socialiste consiste précisément en ce que l'idée commune d'une société solidaire est plus forte que les différences culturelles ou linguistiques.

Mais bien sûr, le parti doit couvrir toutes les régions linguistiques. C'est pourquoi nous avons toujours préconisé qu'avec Roger Nordmann comme président du Groupe, au moins deux vice-président-e-s soient issu-e-s de Suisse romande.

### Quel est votre rapport avec la Suisse romande ?

Tout d'abord, nous sommes toutes et tous des socialistes, que nous fassions de la politique à Genève ou à Schwamendingen. La mère de

Cédric a grandi à Lausanne, la famille a des parents et des amis dans tous les cantons. Cédric parle français avec ses enfants aujourd'hui. Mattea a fait un semestre d'échange dans le sud de la France et est présidente de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO depuis plusieurs années, avec une très forte présence en Suisse romande. Nous suivons l'évolution des partis cantonaux en Suisse romande depuis des années. Il existe de nombreux exemples dont les Suisses allemand-e-s peuvent s'inspirer. Politiquement, la droite à Berne a une forte tendance à ignorer les régions périphériques et les minorités linguistiques, comme on peut le voir par exemple dans l'expansion de l'infrastructure ferroviaire. Le PS s'est toujours considéré comme la voix de cet équilibre, et il fera de même avec nous.

## LA COMPOSITION DE LA NOUVELLE VICE-PRÉSIDENTIE DU PS SUISSE



Jacqueline Badran, conseillère nationale (ZH)



Samuel Bendahan, conseiller national (VD)



Barbara Gysi, conseillère nationale (SG)



Ronja Jansen, présidente de la JS Suisse



Ada Marra, conseillère nationale (VD)



Jon Pult, conseiller national (GR)

# Cher Christian

Pendant tes douze années de Présidence, tu as réussi à maintenir tous les courants de notre parti ensemble, tu as défendu nos idées dans d'innombrables éditions d'Infrarouge et tu as même parfois été le souffre-douleur de la droite. Sous ta Présidence, nous avons refusé les Gripen, coulé No-Billag et instauré la naturalisation facilitée pour la troisième génération. Encore plus éclatant, notre succès contre la RIE III restera gravé dans nos mémoires de nombreuses années encore. Et tout ça alors qu'en face, Economiesuisse mettait des millions dans la campagne ! À l'interne, ta Présidence aura été marquée par un renouvellement du programme du parti, une consolidation de nos finances et un nouveau concept économique. Bien sûr, de nombreux autres éléments mériteraient de figurer dans cette liste : louanges, remerciements et une pincée de critiques. Mais toutes les bonnes choses ont une fin.

Comme tout le monde le sait, tu n'aimes pas particulièrement les remerciements ni les honneurs. Mais il faut néanmoins l'écrire : MERCI ! Merci pour tout ce que tu as fait pour le parti et ce que tu continueras à faire.

Nous te souhaitons tout le meilleur pour le futur.

*Roger Nordmann*

PS : L'hommage qui t'a été rendu lors du Congrès du 17 septembre est à retrouver sous forme de vidéo sur [www.pssuisse.ch](http://www.pssuisse.ch).



# Ex-régie fédérale: retrouver le sens du service public

**LES CFF ONT SUPPRIMÉ 200 CORRESPONDANCES EN RAISON D'UNE PÉNURIE DE PERSONNEL CONDUISANT LES TRAINS. POURTANT, À L'ÉPOQUE D'ANDREAS MEYER, LA POLITIQUE AVAIT MIS À DISPOSITION DAVANTAGE DE MOYENS POUR AUGMENTER L'OFFRE, NOTAMMENT AU TRAVERS D'INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE - ALPTRANSIT : 23 MILLIARDS, LE CORRIDOR 4 MÈTRES : 900 MILLIONS, LA DURCHMESSERLINIE À ZÜRICH : 1,5 MILLIARD, DU CEVA À GENÈVE : 2 MILLIARDS, DU FONDS D'INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE POUR 5 MILLIARDS DE FRANCS À PARTIR DE 2015.**

Plus de voies en exploitation, plus de voies en construction, depuis 2000 les passagers ont augmenté de 70 %, mais que font les CFF ? En 2016, le directeur Meyer annonce le programme Railfit 20/30, qui prévoit la suppression de 900 emplois d'ici 2020 et de centaines d'autres à venir. Il annule les formations de conducteurs/trices pendant au moins deux ans.

Les baisses opérées dans le domaine de la maintenance avaient déjà commencé quelques années auparavant, en 2008 les ateliers de Bellinzona (400 emplois) en faisaient les frais et seule une grève permit de faire plier la direction.

Résultat ? Retards, trains sales ou surchargés, accidents, réductions de service, comme l'admet aujourd'hui le nouveau Directeur Ducroz, les inefficacités, en augmentation ces dernières années, sont dues non seulement à la pénurie de conducteurs/trices de train, mais aussi à la pénurie de matériel roulant et aux insuffisances de l'entretien. On se demande où nous en serions arrivés sans l'entretien que les ateliers de Bellinzona ont offert au cours des douze dernières années.

Il est clair que les plus de 30 000 employé-e-s font de leur mieux pour offrir, dans des conditions pourtant problématiques, un service de transport de personnes et de marchan-



Bruno Storni,  
conseiller national (TI)

dises qui reste l'un des meilleurs au monde.

L'exemple des CFF montre que le moment est largement venu de réfléchir aux conséquences de la nouvelle gestion des anciennes régies fédérales, devenues des sociétés anonymes voilà 20 ans. Les CFF ne sont pas les seuls concernés et le constat est clair : cette transformation a clairement affaibli le service public.

Outre les CFF, les exemples des anciennes régies ne sont pas particulièrement brillants : la Poste ferme ses offices à tour de bras (la faute étant rejetée sur la clientèle, qui envoie moins de courriers) et Car postal escroque les pouvoirs publics en percevant des subventions indues pour financer des entreprises en France, tout comme les BLS, qui reçoit des subventions indues (en « oubliant » les entrées d'abonnements dans ses comptes).

Si l'on poursuit l'inventaire, RUAG met en place des artifices comptables au détriment de la Confédération, en faisant payer des coûts excessifs pour l'entretien des turbines des avions militaires. Enfin, Swisscom SA, qui, en tant que régie fédérale, avait le monopole du réseau de téléphonie fixe, se retrouve, avec l'avènement de la téléphonie mobile, en concurrence avec des entreprises privées internationales, perdant ainsi des clients

du réseau fixe. Le développement technologique se précipite et expose le système au black-out et aux cyber-risques, mais Swisscom doit produire des dividendes parce qu'elle est désormais cotée en bourse.

Même l'ancienne régie des alcools, elle aussi transformée en SA, nous a fait nous retrouver au milieu d'une pandémie sans éthanol.

Des problèmes et des dysfonctionnements du service public de diverses natures, mais qui montrent comment le processus de transformation d'une régie fédérale en une société anonyme à statut spécial ne s'est pas toujours déroulé sans heurts, ce qui a conduit au cas grotesque des CFF qui ont remplacé les trains par des bus malgré des investissements sans précédent dans de nouvelles voies.

Je pense que le moment est venu de définir quels nouveaux instruments de contrôle et de direction doivent être adoptés par la politique et le Conseil fédéral sur ces anciennes régies, afin de ramener le mandat de service public au centre et non la recherche de maximisation des profits ou de minimisation des pertes, considérant qu'en définitive, certains services publics ne pourront jamais être autofinancés.

La déclaration du nouveau directeur Crotta visant à remettre le service public au centre de la politique des CFF est très positive. Cependant, ce type d'orientation stratégique ne devrait pas être une décision « au bon vouloir » d'une direction, mais être clairement formulé dans le mandat de prestation du Conseil fédéral.

**Le service public doit primer sur la recherche de bénéfices.**

# La responsabilité incombe aux multinationales

**ÇA SUFFIT ! LES MULTINATIONALES DOIVENT IMPÉRATIVEMENT METTRE UN TERME À LEURS AGISSEMENTS VIOLANT LES DROITS HUMAINS ET PORTANT ATTEINTE À L'ENVIRONNEMENT. IL EN VA DE LA SANTÉ ET DE LA VIE DE MILLIONS DE PERSONNES À TRAVERS LE MONDE ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.**

C'est la raison pour laquelle le Conseil des droits de l'homme de l'ONU adoptait en 2011 *les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme*. Ces principes sont aujourd'hui le cadre international de référence selon la devise de l'ONU « protéger, respecter et réparer ». Leur mise en œuvre par des mesures volontaires est un échec. La persistance de scandales impliquant des multinationales suisses, comme Glencore ou Nestlé, en est la preuve patente. La fin de ces agissements indignes passe au sein des multinationales par un devoir de diligence obligatoire et une obligation civile de réparer les dommages. Des règles de base de notre ordre juridique,



Carlo Sommaruga,  
conseiller aux États (GE)

mais auxquelles les multinationales font tout pour échapper, derrière des constructions juridiques sophistiquées et leur puissance économique. L'initiative pour des multinationales responsables comble cette lacune. Elle impose aux entreprises internationales ayant leur siège en Suisse un devoir de diligence pour l'ensemble de leur groupe, à savoir sur toutes les entités qu'elles contrôlent. Pour les atteintes aux personnes et à l'environnement commises en violation de ce devoir de diligence, elles devront en répondre devant les tribunaux de notre pays. Normal, c'est ici que les stratégies d'entreprise sont décidées. C'est donc ici que justice doit être rendue. Il n'y a aucun

effet extraterritorial contrairement à ce qu'affirment les opposants. Rappelons que les victimes devront apporter la preuve de leur dommage. Aucun renversement de preuve à la clé. Mais ici la justice n'est pas corrompible.

Le 29 novembre en approuvant l'initiative, c'est bien sûr un OUI à la responsabilité des multinationales, mais c'est surtout un OUI à la dignité humaine et un OUI à la solidarité internationale. Chaque camarade se doit de participer activement à la mobilisation.

**Les mesures volontaires sont un échec.**

# Initiative pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre

**L'INITIATIVE DEMANDE UNE MODIFICATION DE LA CONSTITUTION INTERDISANT À LA BNS, AUX FONDATIONS, AUX INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE PUBLIQUE ET PROFESSIONNELLE DE FINANCER DES ENTREPRISES DONT PLUS DE 5 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES PROVIENT DE LA PRODUCTION DE MATÉRIEL DE GUERRE.**

En Suisse, plusieurs entreprises produisant du matériel de guerre sont parfois financées partiellement par des fonds publics et la population doit pouvoir dire si elle accepte que son argent soit investi ainsi. Le parlement refuse cette initiative, prétextant qu'elle porte atteinte à l'économie et que le marché suisse est trop petit pour maintenir en vie les entreprises ayant des compétences dans la production de matériel de guerre. Il faudrait donc, pour être autonome en cas de conflit armé, livrer du matériel produit en Suisse à des pays en guerre. Cela permet de faire tourner l'économie et tant pis pour les dommages collatéraux.

Pour les opposants, l'initiative n'aura aucun impact sur l'offre et la demande de matériel de guerre dans le monde, ce qui permet de se donner bonne conscience en estimant que l'influence de notre pays est restreinte dans le marché mondial. Pour rappel, les entreprises suisses ont eu en 2019 une hausse de 43 % de leurs exportations de matériel de guerre par rapport à 2018.

Comment la Suisse qui s'engage pour la promotion de la paix dans le monde peut-elle continuer à se présenter comme médiatrice dans des conflits où une partie des armes provient de son propre territoire ? La Suisse ne peut pas non plus se pré-



Brigitte Crottaz,  
conseillère nationale (VD)

senter comme un modèle de réussite économique si celle-ci repose en partie sur le financement de matériel de guerre et sur la vente d'armes de guerre à des pays qui, pour certains, ne respectent pas les droits de l'homme.

Nous soutenons donc sans réserve cette initiative.

**Les opposants tentent de se donner bonne conscience.**

# Référendum contre une loi arbitraire et répressive

**LA NOUVELLE LOI FÉDÉRALE SUR LES MESURES POLICIÈRES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME N'EST PAS DIGNE DE NOTRE DÉMOCRATIE CONSTITUTIONNELLE, MAIS D'UN RÉGIME TOTALITAIRE. LE RÉFÉRENDUM CONTRE CETTE LOI EST NÉCESSAIRE POUR PROTÉGER LES DROITS FONDAMENTAUX ET EMPÊCHER UN PAS DE PLUS VERS L'ÉTAT POLICIER.**

La nouvelle loi antiterroriste introduit des instruments qui servent la répression policière et étatique : sur la base seule de soupçons et sans même passer par la justice et la sécurité du droit, elle donne le pouvoir à la police d'assigner des personnes à résidence, de leur interdire de quitter la Suisse ou de se rendre dans certains endroits.

Cette suspicion repose sur une définition très large de l'activité terroriste qui n'exige plus de référence à une infraction pénale. La police, cette institution souvent sexiste, parfois raciste, aurait alors le pouvoir de décider qui est un terroriste : toute personne à partir de 12 ans qui



Mathilde Mottet,  
vice-secrétaire de la JS Suisse

remet en question le fonctionnement de notre système bourgeois et capitaliste pourrait alors être potentiellement visée. Le référendum est aujourd'hui absolument nécessaire pour lutter contre ce pas de plus vers un État policier.

L'objectif des terroristes n'est pas la terreur en soi, mais la lutte contre l'État de droit et la démocratie. Si nous sacrifions ces principes dans la lutte contre la terreur, les forces terroristes et totalitaires ont déjà gagné. Quel signal envoyons-nous aux dictatures de ce monde si nous ne prenons plus au sérieux l'État de droit et les droits humains ? Cela enfoncerait la porte de l'arbitraire et

encouragerait des assouplissements futurs de nos droits fondamentaux.

Le référendum donne aujourd'hui à la population de ce pays le choix du camp qu'elle veut défendre : le côté des dictateurs et des terroristes, ou le côté des droits humains et de la démocratie.

**Nous devons prendre au sérieux l'État de droit et les droits humains !**

## NOUVELLE LOI SUR LE CO<sub>2</sub>

# Ne pas perdre un temps précieux

Comme chacun-e le sait, certaines « sections » romandes de la Grève du climat ont décidé de participer au référendum contre la loi nouvelle loi sur le climat. Pour le PS, il est évident que cette nouvelle loi ne remplit par tous les objectifs qu'il est nécessaire d'atteindre pour lutter efficacement contre l'urgence climatique.

En effet, la nouvelle loi sur le CO<sub>2</sub> contient plusieurs instruments efficaces et importants pour la protection du climat :

■ **Aviation** : cette nouvelle loi permet de mettre en place une taxe sur les billets d'avion (entre 30 et 120 francs) et sur les vols en avion privé (500 à 3000 francs par trajet) ;

■ **Bâtiments** : avec la loi sur le CO<sub>2</sub>, une série de nouvelles normes concernant les constructions et les bâtiments a été établie ;

■ **Finances** : la BNS et la FINMA devront analyser les risques climatiques liés à la place financière suisse via des rapports publics fréquents ;

■ **Investissements** : un fonds climat sera créé afin de redistribuer équitablement à la population l'argent récolté par les nouvelles taxes et financer le développement du réseau ferroviaire, notamment les trains de nuit.

En revanche, prendre le risque d'un refus dans les urnes de la loi sur le CO<sub>2</sub> par une alliance contre-nature entre une partie de la Grève du



Colin Vollmer,  
collaborateur romand

Climat, l'UDC et des lobbies mal intentionnées (entreprises pétrolières, USAM, etc.) reviendrait assurément à bloquer pour plusieurs années l'action essentielle contre le réchauffement climatique. Refuser la nouvelle loi, c'est prolonger artificiellement la vie de la première loi, amplement inefficace à l'heure actuelle. De plus, il est plus qu'évident que si la nouvelle loi sur le CO<sub>2</sub> était refusée, la droite s'assurerait en-dehors des périodes électorales de la vider de son sens et renforcerait ainsi l'immobilisme ambiant. Pour toutes ces raisons, ne signons pas ce référendum et concentrons-nous sur la mise en place de solutions efficaces face au réchauffement climatique !

# Sur les traces du 1<sup>er</sup> jour du PS Suisse

**SOCIALISTES FÊTE SON 100<sup>E</sup> NUMÉRO ! DEPUIS 2003, NOTRE JOURNAL A POUR VOCATION D'INFORMER LES MILITANT-E-S ET SYMPATHISANT-E-S DU PARTI SOCIALISTE SUISSE SUR DIFFÉRENTS SUJETS POLITIQUES (D'ACTUALITÉ OU DE FOND), OBJETS DE VOTATIONS, ACTUALITÉ CULTURELLE « DE GAUCHE », OU ENCORE SUR L'ACTUALITÉ POLITIQUE INTERNATIONALE.**



Clément Borgeaud  
Co-rédacteur en chef

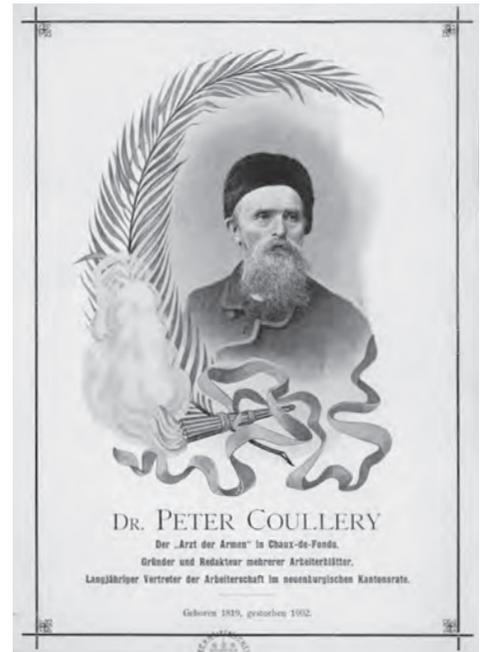
Certes, moins de 20 ans d'existence pour un journal, cela peut sembler bien peu. Mais alors que la concentration de la presse fait fureur, que les maisons d'édition indépendantes sont en grande difficulté, et que le numérique prend le dessus dans le monde de l'information, n'avons-nous pas le droit de nous réjouir que notre journal de Parti continue de vivre et puisse souffler ses 100 bougies ?

Car la volonté d'informer et d'éduquer les militant-e-s ne date pas d'hier et a toujours été l'un des piliers des mouvements ouvriers. Il ne faut pas y voir un regard hautain posé par quelques apparatchiks des partis sur leur base militante, mais bel et bien un des éléments centraux des origines de notre mouvement. Il suffit de revenir à la devise de la société suisse du Grütli, fondée en 1838, où les racines de notre parti remontent : « La liberté par l'éducation » (« *Durch Bildung zur Freiheit!* »).

## Prémices de la presse socialiste en Suisse

Il convient de poser le contexte. Lorsque le PS est fondé en 1888, après deux tentatives sans succès en 1870 et 1880, le parti peine à prendre en Suisse romande face à une société du Grütli en plein apogée et déjà bien installée. D'après un rapport de gestion des organes dirigeants de l'époque (1890), il y a plusieurs raisons à cela : on attendait toujours une traduction en français du programme du PS, et le parti manquait cruellement de contacts romand-e-s. Le recrutement dans les premières sections romandes s'opère surtout dans les milieux germanophones d'alors. Il faut donc trouver un moyen de s'adresser directement aux ouvriers francophones, d'intensifier la propagande en Suisse romande, point qui sera mis à l'ordre du jour du congrès d'Olten de 1891, suite au projet d'un groupe de militants jurassiens de lancer un journal socialiste.

Ce n'est probablement pas un hasard si une telle demande émane des terres jurassiennes. Le mouvement ouvrier s'y réveille dans la fin des années 1880, en raison de l'industrialisation naissante dans le monde horloger d'une part, et des répercussions de la crise économique de l'époque d'autre part. Le développement des chemins de fer modifie également la géographie cantonale,



Pierre Coullery, responsable du journal *Le Grütli* (Archives sociales suisses, Zürich).

et des mouvements de déplacements vers les centres industriels naissants s'opèrent. La résistance s'organise face aux pressions mises sur les salaires et, en 1886, d'importantes fédérations d'ouvriers de l'horlogerie sont créées. Le mouvement se développe et s'organise à travers l'arc horloger.

Mais les positions sont loin d'être unanimes entre les différentes organisations et sections locales. L'idée selon laquelle ce sont les intérêts de l'industrie horlogère qui doivent être défendus au-delà des intérêts de classe propres au patronat et au prolétariat, dans un contexte économique difficile en cette fin de siècle, se matérialise par la création d'un journal commun, *La Fédération horlogère*, en 1886. Début 1887, une fédération mixte, avec un comité composé de 7 ouvriers et 7 patrons, est fondée. Mais les conflits demeurent, et cette entente surprenante ne durera pas. Les militants ouvriers s'engagent sur le plan syndical, mais également politique, avec les premières démarches pour la création d'un parti ouvrier. Ces efforts se font avec les représentations locales de la Société du Grütli, qui confirme sérieusement son implantation en Suisse romande.

# rna francophone

## Un journal pour unir les forces et implanter le PS Suisse en Suisse romande

Ces progrès ne se font pas uniquement sur le plan quantitatif. Outre l'augmentation du nombre de sections, des journaux sont créés. Alors que le *Grütli* était le seul organe officiel de la société depuis 1851, en 1880, la question d'une équivalence francophone se

pose. *La Voix du Peuple* paraît à Genève dès mai 1885, le *Grutlèen* à La Chaux-de-Fonds dès 1888, et le *Grütli* à Lausanne dès novembre de la même année.

Le travail politique des sections locales des différentes organisations ouvrières et syndicales, mais également du Grütli, se traduit par une volonté de se fédérer à plus

large échelon pour mieux négocier les appuis du mouvement ouvrier au parti radical, choix privilégié des militants de l'époque lors d'élections. Après plusieurs échecs, l'idée de la création d'un parti ouvrier autonome vient sur le devant de la scène, face à des représentants de la société du Grütli qui semblent vouloir rester dans leur stratégie de pression interne au parti radical. En 1891, la Fédération jurassienne des sociétés du Grütli (FJG) est créée. Il y a fort à parier que plusieurs de ses membres adhèrent au programme du nouveau Parti socialiste suisse, fondé en 1888. Parmi eux, Jules Chatelain, futur administrateur du *Socialiste*. Revenu vivre à Saint-Imier, il y rejoindra Ali Eberhardt, président d'une fédération ouvrière de la région.

Le mouvement ouvrier est donc en ébullition dans la région jurassienne en cette fin du 19<sup>e</sup> siècle. Ce dernier étudiait alors la possibilité d'un journal ouvrier. En septembre 1891, un certain Henri Hout, de La Chaux-de-Fonds, contacte Jules Chatelain et Ali Eberhardt pour leur présenter l'idée d'un organe socialiste suisse, qui serait appuyé par certains membres notables du jeune Parti socialiste suisse. Le projet permettrait de synthétiser deux volontés : celle des associations ouvrières jurassiennes de posséder un

Première année. — N° 1. „Intéresser et instruire“ La Chaux-de-Fonds, 4 Janvier 1890

# LA SENTINELLE

JOURNAL QUOTIDIEN, ÉCONOMIQUE ET LITTÉRAIRE  
avec un résumé des nouvelles politiques suisses et étrangères  
à cinq centimes le numéro

Rédaction : M. Waller BIOLLEY, rédacteur en chef, et une collaboration d'économistes

Bureaux d'annonces et d'abonnements aux Kiosques Littéraires	Chaux-de-Fonds et du Locle	TELEPHONE
De 10 heures 1888	GARE DE LA CHAUX-DE-FONDS	De 10 heures 1888
ABONNEMENTS		ABONNEMENTS
30 numéros à fr. ; en dehors de la Chaux-de-Fonds et du Locle, le port en sus.		10 rmt. la ligne au sus susage. Un abonnement à 300 numéros donne droit à toutes les annonces à moitié prix.

**La Chaux-de-Fonds**  
Comité du Comité des résidents, démissionnaires et résidents. — Dimanche 9 courant, à 8 heures, au lazaret rue de la Balme 6.  
Conférence publique au local du Grütli, dimanche 9 courant, à 11 h. du matin.  
Mémorandum du conseil par tous les amis du Grütli, dimanche soir à 8 heures.  
Commission générale de l'Union des sociétés ouvrières de la Chaux-de-Fonds, samedi 7 courant, à 8 h. 1/2 du soir, à l'Hôtel-de-Ville.  
Réception de la lettre à la Brevette de Lém, dimanche 3 courant et les jours suivants de 1890.

**Pas d'étiquettes! Pas de programme!**  
— Quel! Pas d'étiquettes?  
— Non, ainsi l'air s'en collent de mentes au parti, ni une coterie. Bien loin de vouloir nous enfermer dans un cadre, ou de discuter à huis clos, nous cherchons à nous grouper sur un vaste terrain, à ciel ouvert, et nous initions bien par nous entendre. Non, pas d'étiquettes! Ce sont des cloisons élevées par des politiciens, qui ont réussi à nous séparer jusqu'à présent, car ces cloisons nous empêchent de nous serrer la main et de nous comprendre.  
— Mais, sans étiquettes, comment vous reconnaîtrez-vous?  
— Comment! Mieux que les autres. Regardez ce qui se passe aujourd'hui. Parmi ceux qui se disent radicaux, libéraux, grutliens, combien n'en est-il pas de semblables à des bouteilles de vieux vin qui auraient été mal bouchées. Lorsqu'on les débouche, leur radicalisme s'est évaporé, leur libéralisme a une mouche, leur grutlianisme tourne au vinaigre: aucun ne couvrira sa prime saumon et cependant chacun a la prétention d'être excellent en son genre. Quel écart!... Des gens se disent radicaux qui croient n'avoir plus un progrès à accomplir; d'autres font partie du groupement conservateur qui sont partisans des solutions les plus radicales; d'autres encore s'appellent de bonne foi grutliens qui rêvent de faire du Grütli, de cette société d'études et de perfectionnement, une faction politique. Et dans chaque parti vous avez deux franc-bouillonnants — et ce n'est davantage — des gens séparés par un abîme et qui ne se rencontreront probablement jamais. Croyez-vous que ceux-là se reconnaissent?  
S'ils se reconnaissent, c'est qu'ils se sentent ennemis, c'est pour se haïr. Nous nous reconnaissons, nous, en ceci: c'est que nous nous aimons!  
Si vous croyez que tous les hommes sont des frères et sœurs, et que chacun dans sa sphère respective doit travailler à rendre efficaces cette liberté et cette égalité actuellement

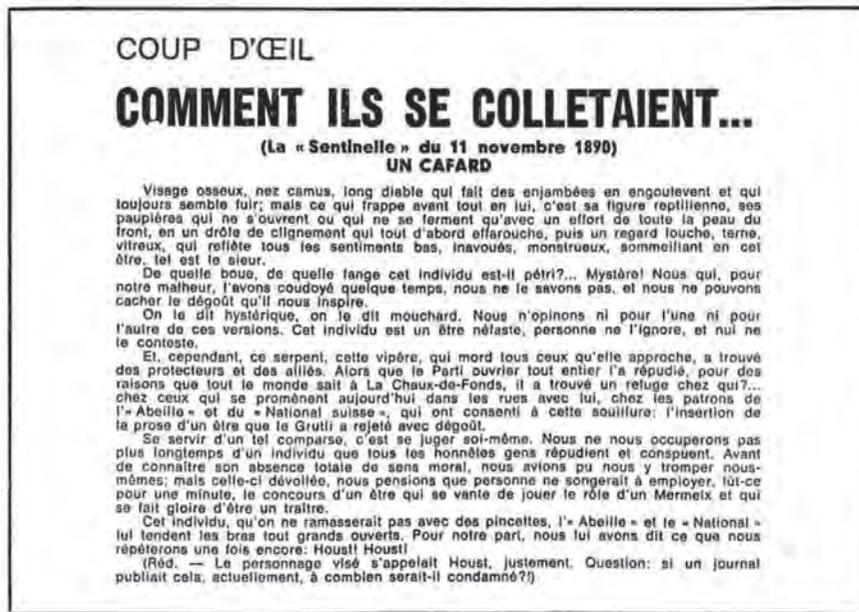
insaisissables pour le plus grand nombre; si vous croyez que tous les hommes sont frères, et si vous appelez de tous vos vœux l'ère de la fraternité, alors nous vous reconnaissons, vous êtes des nôtres, venez à nous!  
— Soit, et qu'y fera-t-elle? Vous n'avez pas de programme non plus!  
— Non, pas de programme! Et nous nous en vantons! Assez d'autres vous ont présenté de longues généreuses dans lesquelles ils démontreraient tous les progrès qu'ils réaliseraient. Assez d'autres vous ont fait des promesses qu'ils savaient vaines. Nous savons bien que notre journal ne changera pas la situation et ne diminuera malheureusement pas le nombre des déshérités et de ceux qui souffrent. Mais, d'un autre côté, sans avoir la panacée universelle — nous ne pensons pas qu'il en existe une, d'ailleurs — nous croyons qu'il y a un remède au mal social.  
Toute fausse modestie mise à part, on nous permettra de démontrer la raison d'être et l'utilité de notre journal.  
Il est déjà loin de nous, le jour où quelques voyants ont entrevu la possibilité d'une régénération sociale par l'association. Depuis ce moment, le problème a changé de face; on ne le croit plus insoluble. Les associations privées se sont multipliées, et leurs résultats ont été féconds. Ils ont été la preuve de l'existence de la coopération à tel point qu'aujourd'hui il est impossible à un esprit qui n'est pas prévenu de ne pas reconnaître que le est la voie, la solution, le but rêvé.  
Depuis quelque temps, en outre, les travailleurs comprennent bien que s'ils ne mettent pas eux-mêmes la main à la pâte, la question restera stationnaire: trop d'égoïsmes coalisés, trop d'intérêts, mais surtout la route. Puis il faut lutter contre l'insécurité, l'ignorance, le parti-pris, les préjugés, l'épouvante de l'inconnu, le danger de l'incertain, toute une série d'obstacles qui se dressent sur le chemin.  
C'est à vaincre ces malentendus, c'est à dissiper ces méfiances, c'est à prouver continuellement la toute puissance de l'association et de la solidarité que la *Sentinelle* emploiera toutes ses forces, pour le plus grand bien de notre patrie: nous l'espérons fermement.  
Pour cela, nous comptons sur l'appui de tous les ouvriers, de tous les travailleurs de La Chaux-de-Fonds et du Locle. Les premiers, ils ont compris dans notre cause la toute puissance de la solidarité; leur position toute spéciale, la nécessité qu'il y a pour eux de conserver des droits acquis et le désir légitime qui les pousse à réclamer une amélioration constante et graduelle de leur sort, tous ces motifs nous sont des sûrs garants

qu'ils comprendront l'utilité incontestable de notre nouvel organe.  
Nous n'insistons pas. Nous sommes déjà du patronage de la plupart des grands corps de métier de notre localité. La circulation a été rapidement et copieusement dans les ateliers à l'usage explicite, et personne n'ignore à ce jour que la *Sentinelle*, pour peu que nous rencontrions dans la population l'encouragement qui ne nous a pas été ménagé par divers syndicats, paraîtra définitivement, sera un journal ouvrier, s'occupant, en dehors de toutes questions de parti, des intérêts de notre industrie vitale et de toutes les classes économiques.  
Voilà ce que nous voulons être.  
Ce que nous serons, nous ne le dirons pas. C'est au pied du mur qu'on reconnaît le maçon. On nous nous tromperions fort, ou bien on ne nous saurait aucun gré de nos promesses. Nous nous sommes assurés par l'avenir la collaboration de quelques hommes dont le mérite est indiscutable et qui contribueront — nous en sommes persuadés — au succès de notre journal.  
Et maintenant assez plus de phrases, à l'œuvre!  
**La Rédaction.**  
**LA PAIX ET LE TRAVAIL**  
S'il importe, en tout premier lieu, à ceux qui doivent gagner leur vie par le labeur de leurs mains, d'avoir du travail, les circonstances dans lesquelles celui-ci peut s'acquiescir ne doivent pas leur être indifférentes. Or, si la perspective de la guerre, avec son cortège d'horreurs, est chose des plus redoutables pour l'ouvrier dont les profits sont diminués par ce qu'il craint le plus, l'idée de la prolongation de la paix doit être accueillie par lui avec la plus grande satisfaction.  
Et bien! si l'on en croit certains indices et certains dits de grands journaux des mieux renseignés, l'aube dans laquelle nous entrons s'annonce comme forcément pacifique: il paraît qu'aucune des puissances — et des puissances du jour qui ne rêvent que la guerre pour satisfaire leur orgueil inextinguible d'ambition, ne se sent assez forte, assez sûre d'elle-même pour avoir le courage de la provoquer. Mais l'humilité pacifique être longtemps au bénéfice des assurances habituelles!  
Parmi les pronostics visés comme favorables à la paix, on cite entre autres: l'abrogation, par la Chambre italienne, à une très forte majorité, des droits différentiels établis contre la France, et, à ce propos, on rappelle



La couverture du premier numéro de *la Sentinelle*, 4 janvier 1891. Le ton est donné: pas d'étiquettes! Pas de programme! (Archives en ligne disponibles sur [www.e-newspaperarchives.ch](http://www.e-newspaperarchives.ch))

Albert Steck, l'un des fondateurs et présidents du PS Suisse (1890–1892), rédacteur du journal *Der Sozialdemokrat* (1888) (Archives sociales suisses, Zürich).



Portrait de Henri Houst dans *La Sentinelle*, 11 novembre 1890 (archives en ligne disponibles sur [www.e-newspaperarchives.ch](http://www.e-newspaperarchives.ch)).

organe de presse, et celle du PS Suisse d'intensifier sa présence en Suisse romande.

À l'époque, une douzaine de feuillets socialistes et d'organes syndicaux sont publiés. Parmi eux, on compte notamment *La Solidarité* (journal de la Fédération suisse des ouvriers monteurs de boîte, paru à Bienne entre 1887 et 1893), *L'Ouvrier horloger* (journal de la Fédération des ouvriers repasseurs, démonteurs et remonteurs, publié à Bienne entre 1889 et 1893), plusieurs organes allemands, ou encore *La Sentinelle*.

Celle-ci est publiée depuis La Chaux-de-Fonds, d'où vient Henri Houst. Mais ce dernier est en conflit avec la rédaction. Celle-ci publie en 1890 un portrait au vitriol de sa personne dans son numéro du 11 novembre 1890, qui traduit cette relation pour le moins houleuse entre l'intéressé et le journal : il y est dépeint comme possédant une « figure reptilienne, [...] un regard louche, terne, vitreux, qui reflète tous les sentiments bas, inavoués, monstrueux, sommeillant en cet être [...] ». On le dit hystérique, on le dit mouchar. Selon des documents d'époque, les conflits ne s'arrêtent pas au champ personnel, mais sont également d'ordre politique, *La Sentinelle* ayant refusé de s'affirmer ouvertement comme journal socialiste. Dans ce contexte compliqué, Houst rompt avec les milieux grutléens et syndicalistes des Montagnes neuchâteloises et se tourne donc vers le Jura.

Au sein de la Société du Grütli, un débat est mené sur le maintien des journaux romands *Grütli* et *Grutléen*. Les Jurassiens, désormais ralliés à Houst suite à ses contacts avec Jules Chatelain, s'impliquent dans les discussions et font pression pour que le futur organe unique soit le plus proche possible

de leurs conceptions politiques. La décision est actée le 4 octobre 1891 par les membres de la FJG. Les grutléens veulent avoir un organe socialiste francophone, mais sa mise en place nécessite un appui financier extérieur. C'est là qu'intervient le PS Suisse, contacté par Houst quelques mois auparavant. Le Comité directeur du parti délibère sur un montant de 500 francs alloués au projet le 6 octobre 1891. Houst et Chatelain, peu satisfaits, décident de porter le projet devant le Congrès du PS de fin novembre. Albert Steck, président du PS, invite Chatelain pour discuter des coûts potentiels du journal, et lui demande de faire en sorte que la Fédération jurassienne des sociétés du Grütli envoie un délégué au congrès socialiste d'Olten des 28 et 29 novembre 1891. Ce sera Henri Houst. L'ordre du jour est chargé, et le point « fonda-



Aloys Fauquez, responsable du journal *Le Grütli* (Archives sociales suisses, Zürich).

tion d'un journal socialiste et organe du parti pour la Suisse romande» ne retient que peu d'attention de la part des quelque 60 délégués. Houst et Chatelain défendent leur projet. Aloys Fauquez, qui gérait alors le journal *Grütli*, défend la création du Socialiste « pour encourager cette tentative bien téméraire [...] et pour aider notre ce nouveau champion de notre sainte cause à faire ses premiers pas ». Le PS Suisse se prononce en faveur de premières subventions en guise d'essai.

Houst et Chatelain regagnent le Jura et convoquent directement une assemblée pour concrétiser la création du journal.

### Création du Socialiste

Rapidement, les premières difficultés se présentent. Une certaine indifférence semble ressortir, avec des fédérations ouvrières qui peinent à travailler sur le plan politique, laissant les ouvriers sous l'influence radicale. La crise de l'industrie horlogère de la fin du 19<sup>e</sup> siècle explique sans doute ce relâchement. Mais les principaux acteurs de la création du journal poursuivent leurs efforts. Le projet est vendu comme l'occasion d'intensifier la lutte ouvrière et d'aider le travail des associations syndicales, tout en promouvant les idées démocratiques et socialistes. L'équipe rédactionnelle est formée, l'administration du journal est confiée à Chatelain, Houst sera secrétaire de la rédaction, et la direction politique à Fritz Gehrig, médecin originaire du Jura bernois et militant de la société du Grütli. Ce dernier présidera le comité de rédaction. Les trois hommes travaillent pour faire connaître le journal et assurer un certain nombre d'abonnés.

Mais un conflit s'ouvre entre Gehrig et Houst, au sujet du défraiement de ce dernier. Rapidement, Chatelain se retrouve seul à assumer la sortie du journal. Appuyé par Albert Steck, il obtient rapidement quelques soutiens, et le PS poursuit son aide financière. Le numéro spécimen sort le 28 décembre 1891. Il présente les objectifs du journal : la « défense des moyens d'existence de tous les salariés », de toutes les personnes qui subissent « la tutelle arbitraire et usurière des spéculations effrénées du capitalisme, de la soif de l'or, inextinguible, des capitalistes et des jouisseurs », en appelant à la « concentration des forces ouvrières dans le parti socialiste suisse » pour « constituer un État socialiste ».

Au programme, l'on retrouve des exposés de fond, des analyses de l'actualité, les communiqués du PS Suisse, ou encore des informations sur les activités du mouvement ouvrier.

Mais la situation reste compliquée, et le PS est invité en 1892 à une réunion pour évaluer l'avenir du journal. Les recettes manquent rapidement et la situation semble insoluble. Dans un contexte de crise économique, les ouvriers peinent à s'abonner à un nouveau

Journal du PS Suisse  
 72 Novembre 2014 AZB 3001 Berne


## Second tube routier au Gothard

En février 1994, le peuple et les cantons acceptaient une initiative populaire intitulée « pour la protection des régions alpines contre le trafic de transit ». Malgré la volonté populaire, cette initiative n'est toujours pas appliquée aujourd'hui et le parlement vient d'accepter une aggravation de la situation du trafic à travers les Alpes. Éclairage sur le référendum avec Mathias Reynard. Page 5



Changement de ligne graphique amenant le visuel actuel de Socialistes, entre novembre 2014 et janvier 2015 (archives disponibles en ligne sur le site du PS Suisse).

journal, et à sacrifier ainsi une part importante pour l'époque de leur revenu. Sans un nombre suffisant d'abonnements, les caisses se vident, et après 8 numéros seulement, la révérence est tirée.

### Un parcours mouvementé

Suite à ce premier journal « romand » du Parti socialiste, qui cesse ses activités à peine quelques semaines après avoir débuté, d'autres tentatives suivront. Entre 1906 et 1909, *Le Peuple suisse* paraît à Genève, réunissant *Le Peuple de Genève*, *La Lutte sociale*, *La Sentinelle*, *Le courrier jurassien* et *L'Aurore*. Il se présente comme l'organe officiel des partis socialistes genevois, valaisans, neuchâtelois, bernois (jurassiens) et fribourgeois. En 1965, *Le Peuple-La Sentinelle* réitère l'expérience, mais ne durera pas très longtemps.

### Un bouillonnement suisse romand

Notons finalement qu'en parallèle de ces expériences nationales francophones, un véritable bouillonnement de parutions francophones s'opère dès les débuts de notre parti, si bien qu'une liste exhaustive semble irréaliste. La seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle voit également une foule de feuillets locaux

apparaître. L'histoire du célèbre journal *La Sentinelle* mérite également d'être connue (une excellente synthèse de celle-ci est disponible sur le site du Parti socialiste des Montagnes neuchâteloises) – de quoi continuer à alimenter la connaissance historique de notre parti !

### 130 ans de publications socialistes en Suisse romande

Nous voici donc aujourd'hui, presque 130 ans après la fondation du Socialiste, célébrant notre 100<sup>e</sup> numéro. Nous l'avons vu, la mise en place d'un journal commun en Suisse romande n'a pas été chose simple. Mais les socialistes ont tenu bon, et nous pouvons nous réjouir de la ténacité de celles et ceux qui voient dans la presse militante un outil formidable d'information et de diffusion de nos idéaux. Et quoi de meilleur, pour conclure cet article, que de reprendre ici les mots de Christiane Brunner, ancienne présidente du PS Suisse, qui déclarait dans son éditorial du premier numéro de *Socialistes* paru en avril 2003 :

« Chères, chers camarades et ami-e-s, encore un journal qui tombe dans notre boîte aux lettres. Certes, mais celui-là, c'est le nôtre, celui du parti socialiste suisse. Même

si les informations sont très bien relayées par les différents canaux cantonaux, il nous a paru indispensable de pouvoir aussi nous adresser directement à nos membres en Suisse romande, comme nous le faisons déjà en Suisse alémanique. Il en va de la cohésion nationale et du sentiment d'appartenance à une même famille politique dans toute sa diversité.

Socialement vôtre  
 Christiane Brunner  
 Présidente du parti socialiste suisse »

Bonne lecture camarades !

#### Sources

- Jeanneret, Pierre, *Un siècle d'université pour le Peuple*, « Gauchebdo », 6 avril 2017
- Kohler, François, « *Le Socialiste* », premier organe du parti socialiste en suisse romande (1891.1892), « Revue européenne des sciences sociales », T. 15, n° 42, Socialisme et syndicalisme en Suisse, 1977
- Vuilleumier, Marc, *Quelques jalons pour une historiographie du mouvement ouvrier en suisse*, « Revue européenne des sciences sociales », T. 11, n° 29, Histoire du mouvement ouvrier en Suisse, 1973
- « Des racines et des ailes », historique socialiste disponible sur le site du PS Genève : <https://www.ps-ge.ch/historique/> « La Sentinelle – Historique », historique du journal disponible sur le site du PS des Montagnes neuchâteloises : <https://www.psmm.ch/archives/la-sentinelle/historique>





Lesbenorganisation Schweiz  
Organisation suisse des lesbiennes  
Organizzazione svizzera delle lesbiche



Muriel Waeger, directrice romande des associations LOS et Pink Cross.

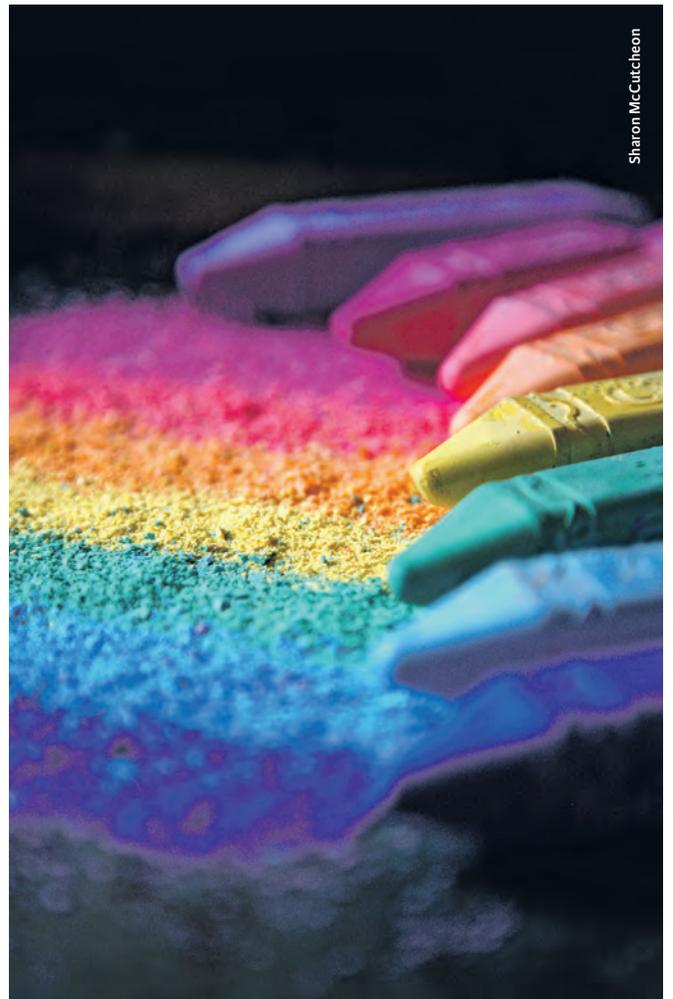
## NOUVELLES DU MONDE ASSOCIATIF : LA LOS

L'Organisation suisse des lesbiennes (LOS) est la faïtière suisse des femmes qui aiment les femmes. Elle existe depuis 30 ans et se bat pour l'égalité en droits et dans la société des personnes LGBTI+ et plus spécifiquement pour les femmes queer, lesbiennes et bisexuelles. Notre travail consiste à rendre les femmes qui aiment les femmes visibles, ainsi qu'à conscientiser le monde politique et plus largement la société, aux problématiques spécifiques rencontrées par notre communauté. Notre combat féministe et intersectionnel s'est concentré sur trois aspects prioritaires :

Le premier aspect particulièrement important pour la LOS, concerne l'égalité en droits notamment par l'obtention du mariage civil pour toutes et tous sans discriminations en matière de filiation ou de PMA.

Le deuxième point, qui me tient tout particulièrement à cœur, est l'obtention de statistiques exhaustives sur les discriminations et l'état de santé des personnes LGBTI+. Cet aspect est en effet primordial pour une conscientisation du monde politique, une formation des professionnel-le-s de la santé, mais aussi pour une prévention efficace et un accès aux soins pour toutes et tous.

Le troisième sujet qui nous mobilise tout particulièrement est un enjeu de visibilité, car c'est seulement par notre présence et la conscience collective de cette présence dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans la rue, au travail et dans chaque famille que nous pourrons un jour être qui nous sommes sans avoir à réfléchir aux conséquences de notre coming-out.



## DROITS LGBTIQ – VERS UNE MEILLEURE VISIBILITÉ

Au sein du PS, de nombreuses personnes s'engagent pour les droits des personnes LGBTIQ. Le 17 juin dernier, lors de l'Assemblée des délégué-e-s en ligne du PS Suisse, une résolution de la Commission spécialisée « Orientation sexuelle et identité de genre » a été adoptée.

Cette résolution demande qu'un organe permanent, à l'image du PS Migrant-e-s et des Femmes\* socialistes, soit créé au sein du PS Suisse pour représenter les camarades queer et leurs préoccupations. Avant même la création de cet organe, la résolution adoptée demande aussi que le Parti entreprenne des mesures concrètes pour une égalité réelle et pour une meilleure représentation des personnes LGBTIQ à l'intérieur et à l'extérieur du parti.

Ces mesures, ainsi que l'encouragement à faire de même dans les partis cantonaux, la participation aux actions en faveur du mariage pour toutes et tous et le soutien aux Marches des fiertés doivent permettre de favoriser la représentation des personnes LGBTIQ dans les fonctions politiques ainsi qu'à l'intérieur et à l'extérieur de notre parti.

# Cinq questions à ...



... **LUCIEN SCHWED, 20 ANS, ÉTUDIANT EN LETTRES À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE, MEMBRE DU PS ET DE LA JS.**

Le Parti socialiste vit de ses membres et de leur engagement dans nos combats communs. Les discussions et débats que nous menons font notre force et notre capacité à concrétiser politiquement notre engagement. Devenez dès maintenant membre du PS Suisse : [www.pssuisse.ch/adherer](http://www.pssuisse.ch/adherer)

## 1. Comment te décrirais-tu en trois mots ?

Jeune, non que ce soit particulièrement une qualité, mais ça pose un rapport au monde particulier d'être étudiant et d'avoir 20 ans, donc il faut le dire. Je crois avoir un bon contact avec les milieux associatifs, surtout les milieux étudiants, mais pas seulement. Et idéaliste, évidemment, parce qu'il le faut bien.

## 2. Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?

J'ai d'abord rejoint la Jeunesse socialiste, par conviction, parce que ça me semblait être un parti qui était en accord avec mes valeurs et possédait en même temps une organisation nationale assez solide pour avoir un poids dans le discours politique. Le PS est venu un peu en bonus, parce qu'il me semble que c'est sensé d'être membre d'un parti de masse. La section genevoise est très chouette, les gens m'ont super bien accueilli et je me suis très vite senti intégré.

## 3. Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse ?

Il me semble que c'est la précarité et la pauvreté, et que tant qu'il y en aura ce sera toujours la priorité. On a toutes et tous vu les longues files à Genève pour les distributions alimentaires, et j'en vois encore toutes les semaines. La crise a mis en évi-

dence la réalité concrète des immenses inégalités de répartition des richesses ici en Suisse.

## 4. Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?

Je ne veux pas sembler trop cynique, mais, si je pouvais annuler la popularité qu'a eue Harry Potter auprès de toute une génération (la mienne), je ne dirais pas non. C'est une œuvre remplie de tropes racistes, sexistes, et autres joyusetés, ce n'est pas franchement bien écrit, et J.K. Rowling est une réactionnaire notoire, connue pour ses positions transphobes. C'est un peu dommage pour la culture populaire qu'elle ait eu tant de succès.

## 5. Quelle est ta vision du PS dans 20 ans ?

Solide et résolument à gauche, en tout cas c'est ce que j'espère. L'idée d'un parti national avec un bon ancrage local, une section et des militant-e-s dans chaque village ; tout ça me parle beaucoup !

## LE RÉSULTAT

# 60,3



Le pourcentage de votant-e-s qui ont accepté le 27 septembre la mise en place d'un congé paternité de deux semaines. Évidemment, cette belle réussite est un premier pas pour une véritable politique familiale progressiste en Suisse. Depuis plusieurs années, le PS Suisse s'engage pour le développement d'un congé parental permettant une répartition équitable des responsabilités après la naissance d'un enfant. Le combat pour l'égalité continue !

## LE CHIFFRE

# 4

Le nombre de votations remportées par le PS et la gauche le 27 septembre, sur un total de cinq. Malgré une déception avec le référendum contre les nouveaux avions de combat, perdu pour 8600 petites voix, ce « super dimanche de votations » restera comme une journée faste pour la répartition des richesses, la protection des salaires et la sauvegarde de la biodiversité en Suisse !



Reuters/Ruben Spric

René Felber à Berne, en 2013

# René Felber s'en est allé après une vie d'engagements

**ANCIEN CONSEILLER FÉDÉRAL SOCIALISTE, LE NEUCHÂTELOIS RENÉ FELBER S'EN EST ALLÉ À L'ÂGE DE 87 ANS, LAISSANT DERRIÈRE LUI UNE VIE D'ENGAGEMENTS, DE PASSION ET SURTOUT DE PARTAGE. ENSEIGNANT DE FORMATION, RENÉ FELBER PORTAIT EN LUI UNE VOLONTÉ DE FER, CELLE D'ÉVITER À TOUT PRIX L'ISOLEMENT DE LA SUISSE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE.**

Notre conseiller fédéral de 1988 à 1993 et président de la Confédération en 1992, mais surtout notre camarade René Felber nous a quitté-e-s après une vie remplie d'engagements pour son canton de Neuchâtel, pour la Confédération et pour les valeurs socialistes. René Felber restera un des grands noms du socialisme en Suisse.

Après avoir présidé pendant seize ans la commune du Locle (1964–1980), il siégea onze années durant au Grand Conseil neuchâtelois (1965–1976) avant de devenir conseiller d'État (1981–1987). René Felber fut toujours soucieux de conserver un ancrage local, qu'il estimait essentiel pour aspirer à représenter les intérêts du plus grand nombre. Cet ancrage, René Felber sut

le maintenir tout au long de sa carrière et de sa vie, témoignant ainsi de la vigueur de son appétit pour les rencontres et le partage.

Élu au Conseil fédéral (1988–1993) après quatorze ans passés au Conseil national (1967–1981), René Felber représenta fièrement la Suisse à l'extérieur de ses frontières, en dirigeant avec brio le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE). René Felber eut notamment la lourde tâche de mener le projet d'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE), qui échoua dans les urnes en 1992. Toute sa vie, il témoigna d'un engagement sans faille en faveur de l'ouverture de la Suisse. Face à une défaite courte, mais lourde de conséquences, on se souviendra longtemps de sa détermination à faire

appliquer la décision du peuple tout en préservant à tout prix les intérêts de la Suisse. René Felber avait à cœur de ne pas isoler la Confédération sur la scène internationale et pesa, après la défaite du Conseil fédéral, de tout son poids afin de trouver des solutions aux obstacles qui se présentaient.

Enseignant, René Felber sut tout au long de sa vie faire preuve de pédagogie, d'écoute et de respect. Ses adversaires politiques ont souvent loué ses talents d'orateur et son écoute attentive et naturelle des opinions divergentes.

Jusqu'à son décès, René Felber resta également un camarade sincère et attentif. Lorsqu'il ne pouvait s'y rendre, René Felber ne manquait jamais d'excuser son absence aux différents Congrès ou Assemblées des délégué-e-s du Parti socialiste suisse.

Le Parti socialiste, ses camarades et ses élu-e-s à travers toute la Suisse s'associent à la douleur de sa famille et garderont de René Felber le souvenir d'un homme éminemment engagé et solidaire.